

Monsieur Iten, Délégation suisse auprès de l'OCDE, Paris

t.831 - FJ/ps

Berne, le 21 octobre 1986



ZW	NA	IT	KN	SA	BJ	MP	stag.	BA	of	

061.4 IDAC  
24 OCT. 1986

Visite de M. Wheeler, président du CAD (17.10.86)

Les principaux aspects de la discussion avec la délégation suisse (SFR, WM, GI, IT, Imboden, von Kalbermatten, Faivet, FJ).

LE ROLE DU CAD

\* Observations de la délégation suisse

La coopération suisse au développement s'est adaptée aux nouvelles conditions économiques et politiques internationales grâce à de nombreuses impulsions extérieures. L'adhésion au CAD, la collaboration avec cette institution et la soumission des programmes suisses à des examens critiques ont influencé positivement le volume et la qualité de l'aide fournie par notre pays. La Suisse souhaite que le CAD maintienne cet ascendant sur son action.

Cependant, le CAD devrait aussi pouvoir influencer ses membres les plus importants. La Suisse apprécie l'effort des Etats-Unis, qui permettent à l'un de leurs représentants d'assumer la présidence du comité. Cela facilite les relations entre les agences de développement et le principal donateur, dont dépend dans une large mesure le volume global de l'aide fournie par les pays industrialisés. Sur cette base, les anciens présidents du CAD avaient réussi à établir un dialogue efficace avec l'administration nord-américaine. M. Wheeler fera certainement de même.

Le CAD occupe une position intéressante au sein de l'OCDE. Cela devrait lui permettre d'intervenir dans la discussion des politiques économiques internationales qui agissent sur le processus de développement. Dans ce domaine aussi, le rôle du président du CAD est de grande importance.

\* Observations de M. Wheeler

Le CAD a certainement un impact sur la politique de coopération des grands pays, mais cet effet est difficile à mesurer et à expliquer. Aux Etats-Unis, le processus de décision est si complexe et dépend d'un nombre de facteurs si grand, que le président d'une organisation comme le CAD n'a que des possibilités limitées d'intervenir. Néanmoins, il n'entend pas renoncer à cette tâche.

Au sein de l'OCDE, les différentes sections sont indépendantes et mêmes isolées l'une de l'autre. Le président du CAD n'est pas en mesure d'influencer les travaux des autres comités. Il devrait peut-être essayer de le faire davantage, même si souvent, comme dans la discussion sur l'évolution des prix des matières premières, il est dépassé par la complexité des problèmes. En tout cas, dans ses prises de position, il doit rappeler la complémentarité des différents aspects des relations Nord-Sud, qui conditionnent l'aide et le développement.

VOLUME, EFFICACITE ET COORDINATION DE L'AIDE

\* Observations de M. Wheeler

Ces aspects doivent être abordés conjointement. Seule une meilleure utilisation des ressources disponibles permettra d'accroître les moyens attribués à la coopération au développement. Or, l'efficacité de l'aide dépend en grande mesure des politiques appliquées par les pays bénéficiaires et de leur capacité d'utiliser rationnellement les appuis qu'ils reçoivent, en particulier en coordonnant au niveau sectoriel tous les apports extérieurs (les idées de M. Wheeler à ce sujet sont développées dans son rapport comme président du CAD pour 1986, pages I-16/I-20). Les pays donateurs doivent soutenir ces efforts en coordonnant leurs programmes. Ils doivent éviter de manifester des exigences contradictoires et de surcharger les capacités financières et administratives des gouvernements partenaires.

Dans certains pays, pour plusieurs secteurs, la Suisse pourrait stimuler utilement des tentatives de coordination. Au sein du CAD, elle devrait continuer à manifester sa volonté politique de participer à ces efforts et présenter des expériences positives, qui encouragent d'autres membres à prendre à coeur cette tâche essentielle.

\* Observations de la délégation suisse

Dans notre pays, l'efficacité est une précondition de l'aide. Cette dernière ne peut être maintenue ou croître que si l'opinion publique est convaincue de l'efficacité et de l'utilité du travail accompli. Le Parlement en est conscient et surveille méticuleusement les activités de coopération. Il vient d'exiger l'examen de l'aide fournie par la Suisse au cours des dix dernières années. La discussion de cette analyse devrait permettre aux députés et au public de mieux comprendre les multiples aspects de la coopération internationale et ses exigences croissantes. A moyen terme, ce climat de confiance basé sur l'évaluation constante des résultats devrait permettre au gouvernement d'atteindre ses objectifs quantitatifs et de porter la contribution relative de la Suisse au niveau de la moyenne des pays membres du CAD.

L'efficacité de l'aide suisse dépend dans une large mesure de sa concentration. Ainsi, les efforts se portent surtout sur quelques pays et les actions concernent un nombre limité de secteurs. Malgré cela, dans la majorité des cas l'aide suisse reste modeste en termes relatifs. Son impact est donc partiellement tributaire d'une coordination efficace avec les autres donateurs. Les experts en sont de plus en plus conscients et lors de leur dernière rencontre les coordinateurs locaux ont présenté plusieurs exemples encourageants de collaboration sectorielle avec d'autres agences de développement.

LES TACHES FUTURES DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT\* Observations de M. Wheeler

D'un point de vue général, il s'agit d'accroître et d'améliorer l'aide, en la reliant à des objectifs internationaux coordonnés et cohérents.

Certes, les défis auxquels il faut faire face sont énormes : la croissance accélérée de la population dans cette dernière phase de la transition démographique; le besoin d'un accroissement considérable de la production d'aliments, surtout en Afrique; la détérioration de l'environnement; l'urbanisation (sur ces points, voir le rapport 1986, page I-6/I-12). Pourtant, nous pouvons être modérément optimistes car, grâce surtout aux résultats atteints en Asie, nous savons maintenant ce qui peut être réalisé et comment. En particulier, nous savons qu'il est possible de révolutionner la production agricole et de nourrir tous les hommes.

Pour obtenir les résultats nécessaires, l'efficacité de l'aide doit être accrue. Cela exige avant tout un renforcement des capacités de gestion et de coordination des Etats récipiendaires, qui doivent assumer entièrement la responsabilité de leur développement. C'est dans ce domaine et dans celui de la coordination que la Suisse peut contribuer de manière significative à l'effort international.